

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

8^E ÉDITION DE L'OBSERVATOIRE CMV MÉDIFORCE
DES PROFESSIONS LIBÉRALES DE SANTÉ

Plan santé 2022

Les professionnels libéraux de santé
retrouvent enfin le moral !

Les contraintes administratives et budgétaires
se sont améliorées depuis 2017


Les professionnels libéraux de santé sont favorables
à l'intégration des nouvelles technologies



GAME CHANGERS



cmv médiforce
GROUPE BNP PARIBAS



Paris, le 28 novembre 2019 – BNP Paribas Leasing Solutions dévoile les résultats de l'édition 2019 de l'Observatoire CMV Médiforce des Professions Libérales de Santé réalisé en partenariat avec Ipsos. Cette étude, menée auprès de professionnels libéraux de santé (PLS), décrypte leur vision de la profession, leur rapport au cadre légal en vigueur et leur opinion sur les challenges et opportunités soulevés par l'évolution technologique. Tendance majeure de cette vague 2019 : le moral de la profession continue sur sa dynamique positive avec une note de satisfaction de 5,7/10 sur leur profession actuelle, un record depuis 2011!

CHIFFRES CLÉS

Avec une **satisfaction moyenne de 5,7/10**, le moral des professionnels libéraux de santé (PLS) est à son **niveau le plus haut depuis 2011**.

89 % des PLS se déclarent **fiers d'exercer leur métier**, qui apporte une **véritable contribution à la société** pour **86 %** d'entre eux.

65 % des PLS recommanderaient à un jeune d'exercer sa profession en libéral.

L'intérêt du travail (22 %) et la liberté (20 %) sont les **principales raisons** pour lesquelles les PLS recommanderaient leur métier.

À l'inverse, les contraintes administratives, financières et réglementaires sont les freins principaux pour **39 %** des professionnels interrogés.

55 % des PLS sont opposés à la **création des assistants médicaux**.

61 % des pharmaciens plébiscitent les **outils d'autodiagnostic**.

Le coût (77 %) et les difficultés d'adoption par les patients (73 %) sont les **principaux freins à la généralisation des nouvelles technologies**.

75 % des PLS approuvent le **Dossier Médical Partagé**.

Un climat sous le signe de l'apaisement et de l'optimisme

Cette édition de l'Observatoire des Professions Libérales de Santé fait apparaître **une amélioration notable du moral de ces professionnels**, une tendance observée depuis 2014, année noire de l'annonce du tiers payant généralisé¹, depuis laquelle l'opinion des professionnels libéraux de santé sur leur profession suit une dynamique positive. **Cette tendance se confirme en 2019 avec une note de satisfaction de 5,7/10 sur leur profession actuelle**, un record depuis 2011 !

Toutes les professions sondées suivent cette dynamique, hormis les pharmaciens dont la satisfaction reste stable. **Radiologues et dentistes enregistrent la plus forte hausse**, avec respectivement +21 % et +13 % d'opinions positives vs. 2017. Interrogés pour la première fois cette année, les ophtalmologues se distinguent par leur optimisme, avec 89% d'opinions positives sur leur profession.

Forts de leur situation professionnelle actuelle, **les professionnels de santé sont également optimistes quant à la situation future de leur profession**, avec un chiffre en progression vs. 2017 (4,7 contre 4,4). Cette tendance touche globalement chaque profession, bien que certaines restent plus réservées : c'est le cas des infirmiers, des médecins généralistes et des kinésithérapeutes/ostéopathes. Ce chiffre reste toutefois en retrait par rapport à l'optimisme affiché il y a 8 ans (on atteignait alors une note moyenne de 5,1/10).

L'amour du métier est ancré chez les PLS, qui sont 89 % à se déclarer « fiers de faire leur métier » qui « apporte une véritable contribution à la société » (86 %).

Le poids des contraintes administratives et budgétaires diminue - c'est aujourd'hui une préoccupation pour 61 % des PLS, vs. 74 % en 2017 - leur permettant de se concentrer davantage sur leur métier. Face à l'embellie sur la profession, **les professionnels de santé sont désormais 65 % à recommander leur métier**. Une tendance poussée par **les ophtalmologues, davantage satisfaits de leur situation**, notamment sur le plan financier, mais **freinée par les pharmaciens** (19 % vs. 32 %), qui sont plus impactés par la réglementation des prix des médicaments. **Quant aux radiologues, ils sont aujourd'hui 47 % à recommander leur profession**, vs. 20 % en 2017.

L'intérêt du travail et la liberté qu'il offre sont les principales raisons de recommandation. Une opinion partagée par 22 % des PLS, qui recommanderaient leur métier pour l'intérêt de l'exercice, du point de vue de l'intellect et de la reconnaissance des patients. La liberté de l'exercice en libéral est pour 20 % un motif de recommandation.

Malgré tout, des freins persistent et devront être levés : si le poids des contraintes administratives, financières et réglementaires semble s'être allégé, il reste la principale cause de non-recommandation de leur métier pour 39 % des professionnels.

Les mesures gouvernementales liées à la loi santé continuent de transformer le travail des PLS

Certaines réformes gouvernementales sont acceptées et approuvées par la plupart des professions libérales de santé :

- **Le dossier médical partagé** caracole en tête avec 75 % d'opinions favorables. Seuls les médecins généralistes sont moins favorables à cette mesure qui empiète sur leur domaine d'intervention.
- **Les mesures liées aux évolutions technologiques** sont globalement appréciées (téléconsultation à 61 %, e-prescription à 60 %) mais se heurtent à des hostilités : les médecins généralistes et les dentistes y sont les plus opposés. Les infirmiers en revanche y voient un véritable intérêt pour leurs patients.

D'autres réformes gouvernementales font en revanche débat :

- **L'autorisation de prescrire accordée aux pharmaciens** fait le plus débat. Parmi les soutiens de cette réforme, on retrouve logiquement les pharmaciens, favorables à 79 %, mais aussi les dentistes. Généralistes (18 % vs. 47 % en moyenne) et ophtalmologues (33 %) ont quant à eux peur de perdre leurs patients atteints d'angine ou de conjonctivite.
- **Sur le service sanitaire, la suppression du numerus clausus ou encore la création de Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS)**, les visions s'opposent encore à la marge, selon les intérêts de chacun.

Les réformes gouvernementales qui sont refusées par les PLS :

- Une majorité de PLS se dit opposée à **la création des assistants médicaux** (seulement 45 % d'opinions favorables). Avec 27 % d'opinions favorables, les infirmiers y voient une concurrence directe. En effet, moins de patients auront alors recours à leurs services pour des actes bénins.
- **La re-certification et les mesures pour les Praticiens à diplôme hors Union Européenne (PADHUE)** inquiètent les professionnels : la première contraindrait les médecins à se couper de leur business pour des jours de formation, et la seconde entraînerait une concurrence directe des praticiens formés à l'étranger (seuls 42 % d'opinions favorables).

Les professionnels de santé et les nouvelles technologies

Les PLS reconnaissent aux nouvelles technologies une dimension pratique et utile. **Plusieurs technologies sortent du lot pour l'ensemble de ces professions** car permettant une meilleure prise en charge, plus rapide, des patients et de leurs pathologies :

- **Les technologies ayant trait au partage des données patients** - telles que le Dossier Médical Partagé, plébiscité à 75 % et les serveurs de données à 66 % - ou aux objets connectés, recommandés à leurs patients par 51 % des praticiens.
- **L'Intelligence Artificielle**, soutenue à 53 %
- **Les outils de télémédecine**, notamment la télé-expertise (62 %) ou les solutions de téléassistance (61 %).

Pour une utilisation plus ponctuelle, **d'autres solutions de télémédecine** telles que la consultation en ligne (46 %), l'assistance d'un autre professionnel de santé lors de la réalisation d'un acte (42 %) et la télésurveillance (40 %). L'intérêt des **outils d'autodiagnostic** n'est perçu que par les pharmaciens, en contact plus régulier avec les patients, et qui estiment qu'ils permettraient de mieux les conseiller (61 %).

Des **technologies de niche**, telles que l'imprimerie 3D, envisagée que par les dentistes pour les prothèses dentaires (53 % vs. 25 % en moyenne) ou les patchs intelligents plus utiles aux infirmiers pour suivre facilement les constantes de leurs patients (40 % vs. 29 %).

Concernant la diffusion des nouvelles technologies, on constate que pharmaciens, infirmiers libéraux et radiologues sont précurseurs :

- 94 % des pharmaciens ont adopté ou envisagent d'adopter le dossier médical partagé (vs. 75 %) et 81 % recommandent aux patients vulnérables des solutions de téléassistance (vs. 61 %).
- 71% des radiologues ont recours ou envisagent la téléconsultation (vs. 46 %), un chiffre qui grimpe à 91% pour l'utilisation de l'intelligence artificielle (vs. 53 %) ! 95 % d'entre eux partagent aujourd'hui des informations patients (vs. 66 %).
- 87 % des infirmiers libéraux recommandent des solutions de téléassistance à leurs patients (vs. 61 %). 73 % recommandent l'utilisation d'outils connectés pour le suivi de leur patient (vs. 56 %).

Les principaux freins à l'adoption des nouvelles technologies sont de l'ordre de la vulgarisation. On reproche à ces outils **leur coût (77 %)** et le fait d'être **trop peu adoptés** par les patients pour que les professionnels y aient recours. **On leur prête cependant un certain nombre de bénéfices**, notamment **des diagnostics plus pertinents (71 %)**, **l'efficacité d'un traitement (71 %) ou encore un suivi plus régulier des patients 71 %.**

Les PLS en attente d'une meilleure collaboration entre élus, citoyens et acteurs locaux de santé

84 % des PLS souhaitent voir naître de **véritables collaborations locales entre élus, citoyens et acteurs locaux.**

Fait notable : les PLS sont aujourd'hui seulement 55 % à attendre **le renforcement des interventions de l'État sur le système de santé.** Un chiffre en net retrait comparé aux 75 % de 2017 (-20 pts) ! 45 % jugent d'ailleurs que cette évolution est en cours et que l'Etat est maintenant bien présent dans ce rôle. Cependant les dentistes, encore échaudés par le reste à charge zéro restent les plus réfractaires (34 %) à l'intervention de l'Etat sur le système de santé.

On observe également une montée en puissance des communautés de patients et l'intervention de « citoyens » via les réseaux sociaux. Une évolution qui est vue d'un mauvais œil par les praticiens, favorables à seulement 23 %.

L'étude complète peut vous être envoyée sur demande

Pour toute reprise d'éléments de cette dernière, nous vous remercions de vous remercions de bien vouloir mentionner « Source : Observatoire CMV Médiforce des Professions Libérales de Santé 2019 ».

À propos de l'Observatoire CMV Médiforce des Professions Libérales de Santé :

CMV Médiforce a créé en 2011 le premier Observatoire dédié aux Professions Libérales de Santé. Dans le cadre de cette 8ème édition, CMV Médiforce et IPSOS ont réalisé, du 3 juillet au 9 septembre 2019, une enquête quantitative auprès de 484 Professionnels Libéraux de Santé, répartis en 7 professions : chirurgiens-dentistes, infirmiers libéraux, kinésithérapeutes-ostéopathes, médecins généralistes, pharmaciens, radiologues, et ophtalmologues.

À propos de CMV Médiforce :

CMV Médiforce est une société du groupe BNP Paribas, qui propose depuis plus de 40 ans des solutions de financements réservées aux Professionnels Libéraux de Santé. Depuis le 1er janvier 2018, BNP Paribas Leasing Solutions est devenu l'unique actionnaire de CMV Médiforce. Présents dans toute la France, les collaborateurs de CMV Médiforce accompagnent les PLS pendant toute la durée de leur parcours professionnel : installation, acquisition de matériel, développement d'activité.

Contacts presse :

Laurence Delval - laurence.delvalrp@gmail.com - 06 82 52 98 47

Adeline Winckel - CMV Médiforce - adeline.winckel@cmvmédiforce.com - 01 56 76 98 96

À propos d'Ipsos

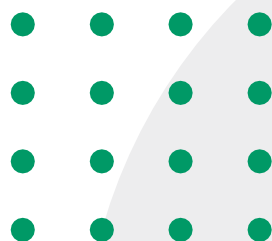
Leader des études en France et expert du comportement des consommateurs, des citoyens et des salariés, Ipsos intervient dans tous les secteurs d'activités.

Nos experts accompagnent annonceurs, décideurs et institutions dans leurs stratégies marketing, leurs problématiques RH, leur positionnement de communication et leurs enjeux d'opinion depuis 1975.

Chez Ipsos, nous sommes passionnément curieux des individus, des marchés, des marques et de la société. Nous aidons nos clients à naviguer plus vite et plus aisément dans un monde en profonde mutation. Nous leur apportons l'inspiration nécessaire à la prise de décisions stratégiques. Nous sommes Game Changers.

Pour en savoir plus sur cette étude ou solliciter une interview d'Yves Morvan, merci de contacter julien.caietti@ipsos.com

Toute l'actualité Ipsos : www.ipsos.com/fr-fr



Conclusion par profession

Médecins généralistes

« Reconnaissance sociale du médecin, malgré la perte du prestige du métier devenu objet de consommation. »



DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES FIERS DE LEUR MÉTIER

89% en sont satisfaits et cela est dû en partie à la contribution qu'ils apportent à la société



DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ OUVERTS AUX INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

Toutefois, la difficulté de mise en place (82%) et le manque d'adaptation à leur profession sont des freins (81%)



DES MÉDECINS RÉFRACTAIRES AUX MESURES GOUVERNEMENTALES

Ils sont moins favorables aux réformes par rapport aux autres professionnels de santé

Radiologues

« Spécialité évolutive de haute technologie à niveau de revenu élevé. »



DES RADIOLOGUES PLUS SATISFAITS QUE L'ANNÉE DERNIÈRE

Ils sont 84% à se déclarer satisfaits, un chiffre en augmentation depuis 2017 (79%).

Ils sont fiers de leur métier qui les stimule au quotidien, ils apprécient leur rémunération par rapport à leur charge de travail (31% vs. 62%)



DES RADIOLOGUES PRÉCURSEURS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Davantage liés à leurs métiers, ils sont plus familiers des serveurs internet (95%), de la téléconsultation (71%), téléassistance (55%) et de l'IA (91%)



DES RADIOLOGUES QUI SONT PLUS FAVORABLES À UNE DÉLÉGATION DE L'ÉTAT AU PRIVÉ

Ils sont plus nombreux que les autres spécialités à vouloir que l'état délègue des pouvoirs aux acteurs privés et à vouloir une collaboration plus poussée entre acteurs de la santé (90%)

Ophthalmologues

« Profession indépendante attractive, novatrice, dynamique et rémunératrice. »



DES OPHTHALMOLOGUES TRÈS SATISFAITS DE LEUR MÉTIER

Ils sont en effet 95% à se déclarer satisfaits contre 84%.

Par rapport à l'ensemble des PLS, ils sont davantage à trouver que le ratio travail-rémunération est correct (39% vs. 62%) et ont moins de contraintes budgétaires (47% vs. 61%)



ILS SONT PRÉCURSEURS DU RECOURS À L'IA DANS L'AIDE AU DIAGNOSTIC (66% VS. 53%)

Ils ont cependant moins recours au DMP (79%) et recommandent moins d'objet connecté que les autres PLS (37% vs. 51%)



DES OPHTHALMOLOGUES EN LIGNE AVEC L'ENSEMBLE DES PLS CONCERNANT LES RÉGULATIONS GOUVERNEMENTALES

Ils observent une montée en puissance des patients et souhaiteraient donc notamment avoir une meilleure collaboration des acteurs locaux pour une meilleure prise en charge (83%)

Kinésithérapeutes / Ostéopathes

« Pas assez considérés par les gouvernements successifs depuis une vingtaine d'année : très mauvaise rémunération, rarement réévaluée. »



LES KINÉSITHÉRAPEUTES SONT FIERS MAIS SONT PLUS À MENTIONNER UN FAIBLE NIVEAU DE RÉMUNÉRATION PAR RAPPORT À LEUR CHARGE DE TRAVAIL

86% des kinésithérapeutes trouvent que leur travail rapporte peu par rapport à leur charge de travail (vs. 62% du total PLS)



DES KINÉSITHÉRAPEUTES RELATIVEMENT OUVERTS AUX INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

Ils recommandent plus largement l'utilisation des outils de santé connectés à leurs patients (67% vs. 51%)



DES PROFESSIONNELS FAVORABLES AUX MESURES GOUVERNEMENTALES

Ils y sont largement favorables sauf pour la création d'assistants médicaux (33% vs. 45%)

Chirurgiens-dentistes

« De moins en moins libéraux avec de plus en plus de tarifs bloqués et le temps passé à l'expliquer aux patients »

Pharmaciens

« Le métier est en totale évolution : baisses de prix et nouvelles missions. Difficile de savoir où se placer entre une pharmacie de services ou de prix bas »

Infirmiers libéraux

« L'exercice en libéral permet une certaine souplesse en gestion de son temps, une certaine liberté, une collaboration avec les collègues et les médecins. Un rôle propre au domicile du patient pour le soigner dans sa globalité. »



DES CHIRURGIENS-DENTISTES RELATIVEMENT SATISFAITS (79%)

Ils mentionnent plus de contraintes administratives et budgétaires qui entravent leur activité (77% vs. 61%)



DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES INADAPTÉES À LEUR PROFESSION

Bien qu'ils soient précurseurs de l'utilisation de l'imprimerie 3D médicale (53% vs. 25%), les technologies intégrant de la téléassistance, outils connectés... ne sont pas adaptés à leur pratique



DES CHIRURGIENS-DENTISTES PEU (OU PLUS) OUVERTS À L'INTERVENTION ÉTATIQUE

Contrairement aux autres professionnels, ils sont 55% à ne pas vouloir que l'Etat intervienne plus



COMME EN 2017, LES PHARMACIENS SONT LES MOINS SATISFAITS

DE LEUR SITUATION PAR RAPPORT À LEUR CONFRÈRE

Ils sont 72% à l'être contre 84% en raison des contraintes administratives et budgétaires, découlant des réformes de santé de ces dernières années visant à diminuer le nombre de médicament prescrit et ainsi du CA des pharmacies



LES PHARMACIENS PRÉCURSEURS EN ADOPTION DE NOUVELLES TECHNOLOGIES

Bien qu'ils soient précurseurs de l'utilisation de l'imprimerie 3D médicale (53% vs. 25%), les technologies intégrant de la téléassistance, outils connectés... ne sont pas adaptés à leur pratique



DES PHARMACIENS FAVORABLES À UNE PLUS FORTE INTERVENTION ÉTATIQUE

Contrairement aux autres professionnels, ils sont 55% à ne pas vouloir que l'Etat intervienne plus



DES INFIRMIERS LIBÉRAUX PLUS SATISFAITS DE LEUR PROFESSION QU'EN 2017

Par rapport aux autres professionnels (84%) ils sont 90% (vs. 79% en 2017) à se déclarer satisfaits en raison notamment de la pratique en libéral



DES INFIRMIERS FAVORABLES AUX INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

Ils sont plus nombreux à reconnaître leur efficacité, mais l'importance des coûts et de la logistique sont un frein à son adoption



DES INFIRMIERS FAVORABLES À LA RÉGULATION DE L'ÉTAT

Ils sont pour un renforcement des prérogatives étatiques dans le domaine de la santé

Dispositif de l'étude

MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE

- Recrutement de 484 professionnels libéraux de santé exerçant en France
- Représentativité nationale au sein de chacune des spécialités en termes ; d'âge, de sexe, de région
- Tous ont un niveau d'activité fixé par un seuil minimal de patients
- Quotas en fonction des critères de la DREES

LES CIBLES INTERROGÉES

- 74 Médecins généralistes
- 58 Radiologues
- 70 Ophtalmologues
- 70 Kinésithérapeutes/ostéopathes
- 70 Chirurgiens-dentistes
- 72 Pharmaciens
- 70 Infirmiers libéraux

COLLECTE

- Mode de recueil CAWI (Online) device agnostic (un questionnaire adapté au remplissage sur PC, smartphone ou tablette)
- 15 minutes en moyenne
- SERMO, panéliste avec qui la précédente vague a été réalisée
- Dates de terrain : 03 juillet au 9 Septembre 2019

TRAITEMENTS STATISTIQUES

- Analyses sur l'ensemble de l'échantillon
- Une analyse comparative entre les différentes cibles, les différentes professions, régions...

